



# PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

**Le préfet de la Haute-Savoie**

Annecy, le 08 mars 2024

Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0015 du 08 mars 2024

Portant ouverture et organisation d'une enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de roches massives et d'éboulis- **Carrière de Saint-Gingolph** lieu-dit « Sous Blanchard » - sise 5 Rue Nationale commune de **SAINT-GINGOLPH 74500** et exploitée par la **SAS CHB**.

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 à L. 123-18 de la partie législative, les articles R. 123-1 à R. 123-27 du chapitre III du titre II du livre 1er de la partie réglementaire, les articles R.181-36 à R.181-38 du chapitre unique du titre II du livre 1er de la partie réglementaire et le titre 1er du livre V de la partie réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de monsieur Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de monsieur David-Anthony DELAVOËT administrateur de l'État hors-classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale déposée en ligne le 25 mars 2022 en vue de la demande d'autorisation environnementale de la carrière de roche massive et d'éboulis de SAINT-GINGOLPH, au lieu-dit « Sous Blanchard », sur la commune de SAINT-GINGOLPH 74500 ; dossier qui a fait l'objet d'une enquête publique du 23 octobre 2023 au 22 novembre 2023, enquête prolongée



jusqu'au 30 novembre 2023, et pour lequel le Préfet de la Haute-Savoie a décidé de procéder à une nouvelle mise à l'enquête ;

VU l'accusé de réception du dépôt de cette demande en date du 25 mars 2022 ;

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale n° 2023-ARA-AP-1502 en date du 02 mai 2023 ;

VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 09 mai 2023 ;

VU l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) en date du 24 septembre 2023 reçu le 27 septembre 2023 ;

VU la décision désignation n°E24000032/38 en date du 04 mars 2024 du président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant la commission d'enquête publique portant sur le dossier d'autorisation environnementale déposée par la société CHB relative à la carrière de Saint-Gingolph (Haute-Savoie), composée ainsi qu'il suit :

Président : Monsieur André BARBET

Membres titulaires :  
Monsieur Philippe JACQUEMIN  
Monsieur Jean-Louis PRESSE

Membre suppléant :  
Monsieur Philippe NIVELLE

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 octobre 2023 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

## ARRÊTE

Article 1er : La demande d'autorisation environnementale présentée par la société **SAS CHB** dont le siège social est établi au 5 Rue Nationale sur le territoire de la commune de 74500 SAINT-GINGOLPH pour une demande d'autorisation d'exploiter les activités classées dans le cadre du projet d'ouverture d'une carrière de roches massives et d'éboulis à ciel ouvert de SAINT-GINGOLPH, 5 Rue Nationale lieu-dit « Sous Blanchard » sur la commune de 74500 SAINT-GINGOLPH, sera soumise à une enquête publique de 31 jours qui se déroulera **du mardi 02 avril 2024 (8 H) au vendredi 03 mai 2024 (13 H) inclus en mairie de SAINT-GINGOLPH – Haute-Savoie (siège de l'enquête).**

Ce projet concerne également les communes de MEILLERIE, NOVEL, SAINT-GINGOLPH (Suisse) THOLLON-LES-MEMISES, communes du rayon des 3 km concernées par l'affichage.

Article 2 : Le projet, au titre de la réglementation relative aux installations classées, est soumis à une évaluation environnementale.

Le préfet de la Haute-Savoie délivrera à l'issue de la procédure réglementaire une autorisation environnementale unique d'exploiter. Le silence gardé par le préfet à l'issue des délais prévus par l'article R. 181-42 du code de l'environnement pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale unique vaut décision implicite de rejet.

Article 3 : Toute information relative à la demande d'autorisation pourra être demandée à la société SAS CHB, exploitant.

Article 4 : Au moins un des membres de la commission d'enquête composée de Monsieur André BARBET, commissaire enquêteur (président de la commission d'enquête), de Monsieur Philippe JACQUEMIN, commissaire enquêteur (membre titulaire), de Monsieur Jean-Louis PRESSE, commissaire enquêteur (membre titulaire) et de Monsieur Philippe NIVELLE, commissaire enquêteur (membre suppléant) se tiendra à la mairie de SAINT-GINGOLPH sise 3 Rue de la Puyaz 74500 SAINT-GINGOLPH, les :

- Jeudi 04 avril 2024 de 14 H à 17 H
- Vendredi 12 avril 2024 de 16 H à 19 H
- Samedi 20 avril 2024 de 10 h à 13 H
- Mercredi 24 avril 2024 de 10 H à 13 H
- Vendredi 03 mai 2024 de 10 H à 13 H

La commission d'enquête pourra visiter les lieux, faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public ou organiser une réunion publique.

Article 5 : Pendant toute la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier sur support papier sera mis à la disposition du public à la mairie de SAINT-GINGOLPH 74500. De plus, conformément à l'article L 123-12 du code de l'environnement, un accès gratuit au dossier numérique doit être garanti par un poste informatique en mairie de SAINT-GINGOLPH.

Chacun pourra en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie de SAINT-GINGOLPH, à savoir :

Le Lundi : de 09 h à 12 h

Le Jeudi : de 15 h à 18 h

Le Vendredi : de 09 h à 12 h

Le dossier pourra être consulté sur le site des services de l'État en Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024> pendant toute la durée de l'enquête publique.

Le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de SAINT-GINGOLPH. En outre, les observations et propositions écrites et orales du public seront également reçues par les commissaires enquêteurs de la commission d'enquête aux lieux, jours et heures fixés à l'article 4.

Seules les observations formulées entre le mardi 02 avril 2024 (8H) et le vendredi 03 mai 2024 (13 H) seront prises en compte par la commission d'enquête.

Celles-ci pourront également être adressées à la commission d'enquête par voie postale à la mairie de SAINT-GINGOLPH, au PAIC 3 Rue Paul Guiton à Annecy ou par voie électronique au siège de l'enquête à l'adresse suivante : [ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr](mailto:ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr) au plus tard le vendredi 03 mai 2024 (13 H) et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public écrites, transmises par voie postale et par voie électronique seront consultables sur le site <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024>



Les observations et propositions du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article 6 : Des affiches, en caractères apparents, annonçant l'enquête seront apposées quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci dans les lieux habituels d'information des communes de SAINT-GINGOLPH (74), MEILLERIE, NOVEL, THOLLON-LES-MEMISES, et SAINT-GINGOLPH (Suisse). Ces dernières peuvent éventuellement utiliser tout autre procédé complémentaire concernant la publicité de cette enquête.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches mesureront au moins 42 cm x 59,4 cm (format A2). Elles devront comporter le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.

Article 7 : Un avis portant sur l'organisation de l'enquête sera inséré, par les soins du pôle administratif des installations classées, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Haute-Savoie.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site des services de l'État en Haute-Savoie à l'adresse suivante : [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr).

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024>

Article 8 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos par le commissaire enquêteur. Il rencontrera dans un délai de huit jours le pétitionnaire, lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse et l'invitera à produire, dans le délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur rédigera, d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies et d'autre part, consignera dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur retournera le dossier complet au pôle administratif des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

Article 9 : Dès réception au pôle administratif des installations classées du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, une copie de ces documents sera adressée au pétitionnaire, à savoir, monsieur le président de la Société SAS CHB et à la mairie de la commune de SAINT-GINGOLPH (74). Ils pourront être consultés sur le site des services de l'Etat en Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024>

Article 10 : Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête à la mairie de SAINT-GINGOLPH (74) et au pôle administratif des installations classées et publiées sur le site des services de l'Etat en Haute-Savoie <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024>

Article 11 : Les conseils municipaux de SAINT-GINGOLPH (74), MEILLERIE, NOVEL, THOLLON-LES-MEMISES, et SAINT-GINGOLPH (Suisse) sont appelés à émettre leur avis dès l'ouverture de l'enquête sur l'ensemble du projet.

Article 12 : Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Savoie et madame le maire de SAINT-GINGOLPH (74), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Publications/Actions-participatives/Enquetes-publiques-et-avis/2024>

et dont une copie sera adressée à :

- Mesdames, et Messieurs les maires de SAINT-GINGOLPH (74), MEILLERIE, NOVEL, THOLLON-LES-MEMISES, et SAINT-GINGOLPH (Suisse)
- Monsieur le directeur régional de la D.R.E.A.L Auvergne Rhône-Alpes
- Monsieur le président de la Société SAS CHB
- Monsieur André BARBET, commissaire enquêteur, président de la commission d'enquête
- Monsieur Philippe JACQUEMIN, commissaire enquêteur, membre titulaire de la commission d'enquête
- Monsieur Jean-Louis PRESSE, commissaire enquêteur, membre titulaire de la commission d'enquête
- Monsieur Philippe NIVELLE, commissaire enquêteur, membre suppléant de la commission d'enquête
- Monsieur le président du Tribunal Administratif de Grenoble
- Monsieur le sous-préfet de Thonon-Les-Bains

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT